

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité administrative
Rue Pierre Bonnard
CS87564
64000 Pau

Pau, le 14/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Béarn Urbaser Energie

1140 avenue Albert Einstein
BP 51 - F34935
34000 Montpellier

Références : -

Code AIOT : 0005202639

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2025 dans l'établissement Béarn Urbaser Energie implanté UIOM de Lescar Rue d'Arsonval BP 90347 64230 Lescar. L'inspection a été annoncée le 01/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Béarn Urbaser Energie
- UIOM de Lescar Rue d'Arsonval BP 90347 64230 Lescar
- Code AIOT : 0005202639
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

La société BÉARN URBASER ENERGIE exploite, depuis le 1er juillet 2020, par délégation de service public pour le compte de VALOR BÉARN, l'unité de valorisation énergétique (UVE) d'ordures ménagères, située sur la commune de Lescar. Celle-ci était précédemment exploitée par BÉARN ENVIRONNEMENT.

BÉARN URBASER ENERGIE s'est engagé, dans le cadre de la délégation de service public, dans un projet de refonte et de modernisation de l'usine d'incinération en s'appuyant sur les équipements et structures existants, tout en améliorant les performances énergétiques.

L'exploitant a transmis une mise à jour du porter à connaissance relatif à la modernisation des installations - version du 5 décembre 2025. Ce porter à connaissance doit faire l'objet d'une instruction prochaine et aboutira sur un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires (APC), mettant à jour les conditions de fonctionnement de l'installation.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 22/07/2014, article IV.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Valeurs limites de rejets dans l'eau	Arrêté Préfectoral du 22/07/2014, article IV.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Transmission des résultats sur GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Valeurs limites d'émission dans l'air	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 7.1 de l'annexe 7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Mesure des niveaux de bruit	Arrêté Préfectoral du 22/07/2014, article VII.4	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
12	Prévention des risques - risque incendie	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Autre du 13/12/2013, article Annexe I	Sans objet
2	Nature des déchets autorisés	Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 2	Sans objet
6	Bilan massique	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 24	Sans objet
7	PFAS dans les rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 31/10/2024, article 2	Sans objet
9	Flux limite en moyenne journalière de rejets dans l'air	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18.1	Sans objet
10	Calcul de la hauteur de cheminée	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 16.b	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est propre et bien entretenu.

L'exploitant doit mettre en place un point de mesure des effluents aqueux avant mélange de ces derniers avec les eaux pluviales du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Autre du 13/12/2013, article Annexe I			
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative			
Prescription contrôlée :			
Rubrique	Nature de l'activité	Capacité totale des installations	Régime
3520-a*	Élimination ou valorisation de déchets dans des installations	11 tonnes par heure 2 fours de capacité 5 t/h et 6 t/h	Autorisation

	d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure		
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux	11 tonnes par heure 2 fours de capacité 5 t/h et 6 t/h	Autorisation

* rubrique IED principale

Constats :

La lettre préfectorale du 13 décembre 2013 acte la mise à jour de classement de l'usine.
L'exploitant a transmis, à la suite de l'inspection, une mise à jour du porter à connaissance concernant la modernisation de l'installation (version du 5 décembre 2025).

La rubrique n° 4511 (déclaration avec contrôle périodique – stockage de résidus d'épuration de fumée d'incinération d'ordure ménagères - REFIOM) sera ajoutée à l'occasion de la réalisation du prochain arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Nature des déchets autorisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 2

Thème(s) : Situation administrative, Déchets

Prescription contrôlée :

Les déchets susceptibles d'être incinérés, dans la limite de 8000 t autorisés annuellement sont :
[...]

Concernant l'origine des déchets, l'exploitant doit privilégier la proximité géographique.
L'incinération des déchets en provenance des Hautes-Pyrénées est autorisée jusqu'à l'adoption du PRPGD dont l'exploitant devra respecter les dispositions.

[...]

Les déchets dont l'origine est différente font l'objet d'une information préalable au préfet.

Constats :

D'une part, la prescription susmentionnée (article 2 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires (APC) n° 2639/17/47 du 29 décembre 2017) comporte une coquille. Il faut lire "Les déchets susceptibles d'être incinérés, dans la limite des **85 000** tonnes autorisés annuellement, sont : [...]" et non seulement 8 000 tonnes.

Ce point sera corrigé à l'occasion de la prise du prochain APC. Dans l'attente, l'exploitant est bien autorisé à réceptionner annuellement au plus 85 000 tonnes de déchets.

D'autre part, le rapport mensuel d'activité d'octobre 2025 montre qu'il pourrait y avoir un dépassement de la quantité annuelle autorisée de déchets réceptionnés. À fin décembre 2025, 90 166 t de déchets pourraient être reçus, contre les 85 000 t autorisés.

Il est rappelé à l'exploitant qu'en l'absence d'autorisation exceptionnelle d'augmentation de la quantité de déchets traités sur le site, cette dernière ne doit pas dépasser 85 000 t/an. Pour information, un tel dépassement pourrait être susceptible de conduire à une majoration de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP), à hauteur de 110 euros/t supplémentaire.

L'exploitant indique que cette quantité reçue est exceptionnelle. Pendant les années nominales de fonctionnement précédentes, avant modernisation des installations, les quantités annuelles réceptionnées étaient autour de 75 000 t. Des sollicitations accrues et/ou nouvelles, telles que celles de la communauté de communes d'Adour-Madiran, expliqueraient ce dépassement selon l'exploitant.

Globalement, l'exploitant indique dans la dernière version de son projet de porter à connaissance (version du 5 décembre 2025) souhaiter porter à 93 500 t/an la quantité de déchets autorisée à être traitée. Cela représente une augmentation de plus de 11 500 t/an de la quantité de déchets traités, par rapport aux 82 000 t/an autorisées à la suite d'une enquête publique et ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 94/IC/197 du 19 octobre 1994, soit plus de 14%.

Enfin, l'exploitant souhaite que la liste des déchets autorisés pour un traitement au sein de l'installation évolue. Les évolutions demandées sont les suivantes :

- réception et traitement de déchets provenant de l'installation de gestion de déchets =

- boues (jusqu'à 3 000 tonnes par an, contre 0 tonne aujourd'hui) ;
- réception et traitement de déchets d'activités économiques non recyclables en mélange (entre 4 000 et 19 800 tonnes par an, contre entre 4 000 tonnes et 14 000 tonnes aujourd'hui, soit + 5 800 tonnes).

Cette évolution doit faire l'objet d'un avis du Conseil Régional de la Nouvelle-Aquitaine (planificateur), car elle impacte les objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) qui stipule dans son paragraphe 7.4.2 "Maintien de la capacité régionale d'incinération" : [...] la capacité autorisée de ces installations pourra être mise en cohérence avec leur capacité technique, sans toutefois être augmentée de plus de 10% par rapport à la capacité initiale autorisée [...].

Concernant la zone de chalandise (origine des déchets), l'exploitant est actuellement autorisé à réceptionner et traiter des déchets venant des départements suivants :

- Hautes-Pyrénées (65, en dehors de la région Nouvelle-Aquitaine), sous réserve que cela respecte les conditions du PRPGD et ceux du Syndicat Mixte de Traitement des Déchets des Hautes-Pyrénées (SMTD 65) ;
- Pyrénées Atlantiques (64, région Nouvelle-Aquitaine) ;
- Landes (40, région Nouvelle-Aquitaine).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2014, article IV.1

Thème(s) : Situation administrative, Documents

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts, faisant apparaître les points d'alimentation (eau potable, eaux souterraines, etc.), le réseau de distribution, les réseaux de collecte des effluents précisant les secteurs collectés, les points de branchement, les regards, avaloirs, postes de relevages, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, les dispositifs d'épuration et les rejets d'eaux de toute origine.

Ce schéma est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Constats :

L'exploitant présente un plan des réseaux mis à jour le 25 novembre 2025 (avec tous les réseaux confondus). Il indique mettre en œuvre, avec son prestataire, de nouveaux plans des réseaux où apparaissent uniquement, sur chaque plan, les différentes familles de réseau (électricité, eau, etc.).

L'exploitant décrit, avec appui d'un schéma de principe de gestion des eaux, le fonctionnement des différents réseaux d'eau de l'installation :

- les eaux de process sont aujourd'hui très réduites (volume estimé : 0,2 m³/h, issu de purges). Ces dernières sont envoyées en station d'épuration ;
- les eaux pluviales de toiture du bâtiment de traitement sont récupérées, stockées dans une fosse et utilisées dans le process (refroidissement des mâchefers au niveau de l'extracteur) ;
- les eaux pluviales de toiture du bâtiment de valorisation et chaufferie sont envoyées vers un puisard pour infiltration ;
- les eaux pluviales de toiture du bâtiment pédagogique sont récupérées, stockées dans une fosse et utilisées dans le process (refroidissement des mâchefers au niveau de l'extracteur) ;

Il n'existe toujours pas de point de prélèvement en amont de la zone de mélange avec les eaux pluviales.

L'exploitant transmet par courrier du 25 novembre 2025 une note de calcul du respect du débit de fuite de 3 L/s/ha.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant :

- transmet un plan des différents réseaux d'eau du site, faisant apparaître, pour des raisons de lisibilité, uniquement ces réseaux d'eau et leurs équipements (disconnecteur, point de prélèvement, vannes, débourbeurs, etc.) et non les réseaux électriques, autres canalisations, etc. ;
- met en place un point de prélèvement pour analyse de l'eau de process en amont de la zone de mélange avec les eaux pluviales.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Valeurs limites de rejets dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2014, article IV.6.1

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

Avant rejet au réseau d'assainissement public, les effluents doivent respecter la qualité minimale

suivante :

- le débit maximal de rejet ne dépasse pas 30 m³/h,
- les rejets doivent respecter les conditions suivantes :

- température < 45 °C,
- 5,5 < pH < 8.5,
- absence de coloration.

Avant rejet dans le réseau d'assainissement public (cf. plan de localisation en annexe I), les effluents aqueux doivent respecter les valeurs limites suivantes : [...]

Constats :

Les rapports mensuels d'activité de janvier à octobre 2025, ainsi que le rapport annuel d'activité de 2024 sont étudiés.

Les rejets aqueux sont conformes pour les mois listés ci-dessous :

- janvier 2025 ;
- février 2025 ;
- mars 2025 (sauf un dépassement ponctuel en DCO, 134 mg/l pour une valeur limite d'émission de 125 mg/l) ;
- avril 2025 ;
- mai 2025 ;
- juin 2025 (maintenance annuelle programmée) ;
- juillet 2025 ;
- août 2025 ;
- septembre 2025 ;
- octobre 2025 (sauf pour chlorure et phénol). Contrôle ponctuel - dépassement du paramètre thallium.

Pour les chlorures : l'exploitant informe en inspection qu'il y a eu encore un dépassement en novembre 2025. Il explique que cela serait lié aux concentrats, issus de la fabrication d'eau déminéralisée. Ces concentrats sont envoyés vers des cuves qui auraient débordées. Le trop plein a débordé sur la voirie, a été collecté en tant qu'eau pluviale et apparaît donc dans les mesures.

Pour les phénols : l'exploitant explique que cela serait lié aux produits de maintenance utilisés pour refaire l'étanchéité de certaines cuves.

Pour le thallium : le rapport de novembre 2025 indique l'absence de dépassement du paramètre thallium. Le dépassement était bien ponctuel.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet les rapports de mesures pour novembre et décembre 2025. Ces rapports intègrent un commentaire d'analyse sur les niveaux de chlorures et de phénols détectés.</p> <p>Si le dépassement de la valeur limite d'émission d'un de ces paramètres est de nouveau constaté, l'exploitant réalise une investigation approfondie précisant l'origine de la contamination et une (ou plusieurs) proposition(s) de plan d'action en vue de la résorption de ces dépassements. Le résultat de cette investigation est transmis. L'exploitant doit placer les cuves susmentionnées sur des rétentions.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Transmission des résultats sur GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau, GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne réalise pas la déclaration en ligne de ses résultats de mesure des rejets aqueux sur l'application GIDAF (gestion informatisée des données d'autosurveillance fréquente) depuis juillet 2018. Il est à noter que les droits sont ouverts avec le courriel du responsable QSE de l'usine.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant réalise ses déclarations d'autosurveillance des rejets aqueux sur l'application GIDAF, disponible ici :</p> <p>https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/connexion-gidaf Les résultats de l'année 2025 et du début de l'année 2026 doivent être intégrés sur l'application.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Bilan massique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : En cas de raccordement à une station d'épuration urbaine, l'exploitant est tenu d'effectuer les calculs de bilans massiques appropriés, prévus à l'article 23, afin de déterminer quels sont les niveaux de rejet final des eaux usées qui, au point de rejet final des eaux usées, peuvent être attribués aux effluents aqueux issus des installations de traitement de déchets afin de vérifier si les valeurs limites d'émission définies à l'article 21 pour les flux d'effluents aqueux issus des installations de traitement de déchets sont respectées. La dilution des rejets aqueux aux fins de répondre aux valeurs limites de rejet indiquées à l'article 21 est interdite.
Constats : L'exploitant transmet, par courrier du 25 novembre 2025, un bilan massique (eau de ville, de forage, de pluie, rejets aqueux, eau incendie). Une partie de ce bilan est expliquée dans le point de constat n°3.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : PFAS dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/10/2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Air, PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er fait réaliser une campagne de prélèvements et d'analyses des substances listées au présent article sur chaque point d'émission atmosphérique canalisée résultant du traitement thermique de déchets de l'installation. Cette campagne porte sur : 1° Le prélèvement et l'analyse de chacune des substances PFAS listées à l'annexe I au présent arrêté ; 2° La mesure du fluorure d'hydrogène (HF) ; 3° La mesure des principaux paramètres périphériques associés : débit, teneur en oxygène, température, pression, teneur en vapeur d'eau.
Constats : L'exploitant est informé de l'échéance du 30 avril 2027 pour la réalisation d'une campagne de mesure des PFAS (et HF et autres paramètres périphériques). Il indique que des devis sont déjà réalisés. La réalisation de la campagne de mesure est envisagée au plus tard pour fin 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Valeurs limites d'émission dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 7.1 de l'annexe 7
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions suivantes, associées aux émissions atmosphériques canalisées résultant de l'incinération des déchets : [...]
Constats : Les rapports mensuels d'activité de janvier à octobre 2025, ainsi que le rapport annuel d'activité de 2024 sont étudiés sur la partie des rejets atmosphériques. Les rejets atmosphériques sont globalement conformes pour les mois listés ci-dessous (dont dioxines et furanes jusqu'à septembre 2025). <ul style="list-style-type: none">• janvier 2025 (L4 et L5) ;• février 2025 (L4 et L5) ;• mars 2025 (L4 et L5) ;• mai 2025 (L4 et L5), sauf pour dioxines et furanes de la L5, mais une mesure contradictoire est réalisée le 20 mai 2025 et est conforme ;• juin 2025 (L4 et L5, maintenance annuelle programmée) ;• juillet 2025 (L4 et L5) ;• août 2025 (L4 et L5) ;• octobre 2025 (L4 et L5). Par échantillonnage, l'exploitant est interrogé, sur certains motifs de dépassement récurrents. <ul style="list-style-type: none">• L4, février 2025 - Dépassement en HCl car problème d'injection du réactif. Explication de l'exploitant : Des déchets ponctuels génèrent ces pics lors de leur incinération ; • L4, juillet 2025 - dépassement en CO, car four vide (haut pouvoir calorifique inférieur - PCI des déchets). Explication détaillée de l'exploitant : La fosse est trop petite (3 000 m³, pour 1 000 m³ à 1 500 m³ de déchets). Cela a pour conséquence l'impossibilité de mélanger suffisamment le gisement ; • L4, juillet 2025 - dépassements en NH₃/NO_x. Explication de l'exploitant : la température du

système SCR (catalyse sélective) est non idéale et il y a eu un problème d'approvisionnement ;

- L5, mars 2025 - dépassement en NO_x / NH_3 (3 fois). Explication de l'exploitant : une prise d'air au niveau du réacteur refroidit les fumées et cela entraîne une perte d'efficacité du système SCR. Cela serait lié à la période de déverminage des installations ;
- L5, avril 2025 - nombreux dépassement en HF (environ 25 fois pour la moyenne 30 min), à la suite de réception de déchets en polytétrafluoroéthylène (PTFE). Explication de l'exploitant : Présence de déchets contenant des joints en PTFE. À la suite de cet événement, l'exploitant a réalisé des bons de non conformité et une remarque appuyée a été réalisée auprès de l'apporteur. L'évènement est ponctuel ;

De plus, il est constaté, dans les rapports mensuels d'activité :

- l'absence du report du paramètre CO ;
- l'émission d'une concentration en poussières égale à 0 mg/Nm^3 en février 2025. Cela est lié au fait que les installations émettent très peu de poussières (ordre de grandeur de 10^{-1} / 10^{-2} mg/Nm^3). Dans un souci de cohérence avec les autres paramètres mesurés, l'exploitant doit afficher explicitement ces résultats dans les futurs rapports mensuels d'activité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant :

- passe une consigne aux pontiers pour favoriser le mélange et transmet la justification qu'une telle consigne a été réalisée ;
- s'assure de disposer, en tout temps, de réactifs en quantités suffisantes pour le bon fonctionnement du système SCR ;
- ajoute le suivi du paramètre CO aux prochains rapports d'analyse mensuels ;
- affiche explicitement la concentration mesurée du paramètre poussières dans les rapports mensuels d'activité, même si la valeur est proche de 0 mg/Nm^3 .

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Flux limite en moyenne journalière de rejets dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : L'arrêté préfectoral d'autorisation précise les flux limites en moyenne journalière de rejets dans l'air pour toutes les substances mentionnées à l'annexe I et à l'annexe II.
Constats : L'exploitant transmet par courrier du 25 novembre 2025, une liste des paramètres suivis dans le cadre de l'autosurveillance des rejets atmosphériques du site. Cette liste est exhaustive de l'ensemble des paramètres attendus et mentionne, pour les deux lignes, la concentration journalière (NOC), la concentration semi-horaire, le débit nominal et le flux. Les concentrations sont correctement définies en fonction du caractère de la ligne considérée (ligne "nouvelle" ou "existante") La non conformité du point de constat n°7 du précédent rapport de la visite d'inspection de 2024 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Calcul de la hauteur de cheminée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 16.b
Thème(s) : Risques chroniques, Cheminée
Prescription contrôlée : b) Calcul de la hauteur de cheminée La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz et de l'environnement de l'installation. Ce calcul est réalisé conformément aux articles 53 à 56 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé. Cette hauteur, qui ne peut être inférieure à 10 mètres, est fixée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. [...]
Constats : L'exploitant transmet, par courrier du 25 novembre 2025, une note de calcul, réalisée par la société SEPOC INDUSTRIE ENVIRONNEMENT, concernant la hauteur des cheminées du site. Il est indiqué les hauteurs suivantes : - L4 - 45, 85 m (la note de calcul précise que la hauteur minimale doit être de 38 m) ;

- L5 - 44 m (la note de calcul précise que la hauteur minimale doit être de 38 m).
La non-conformité associée au point de constat n°8 du rapport de la précédente visite d'inspection de 2024 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Mesure des niveaux de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2014, article VII.4
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement doit se faire en se référant au tableau, ci-joint, qui fixe les points de contrôles et les valeurs correspondantes des niveaux-limites admissibles, en limite d'établissement. Le niveau de bruit admissible est de : <ul style="list-style-type: none"> • 65 dB(A) en période diurne (7h à 22h), • 55 dB(A) en période nocturne (22h à 7h).
Constats : L'exploitant indique, dans un courrier du 25 novembre 2025, que la construction du mur anti-bruit est en cours et que ce dernier sera terminé en février 2026. Une nouvelle campagne de mesure du bruit sera réalisée à cette occasion. La non-conformité du point de constat n°11 du rapport de la précédente visite d'inspection de 2024 n'est pas levée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet le rapport associé à la campagne de mesure de bruit commenté, qui est réalisée après les travaux de mise en place du mur anti-bruit.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Prévention des risques - risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : [...] L'installation doit être pourvue de moyens de secours contre l'incendie appropriés à la nature et aux quantités de produits et de déchets entreposés. [...] Des consignes relatives à la prévention des risques doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. [...]

<p>L'installation doit être équipée d'un bassin qui doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que le site est équipé d'une cuve (antisismique) de 840 m³, qui permet de répondre à tous les scénarios incendie. Les différents moyens de défense contre l'incendie sont détaillés dans le porter à connaissance - version du 5 décembre 2025. Les plans d'évacuation affichés au sein de l'usine ne sont pas à jour.</p> <p>L'exploitant indique avoir sollicité, le 28 octobre 2025, l'avis du SDIS, sans qu'un retour ne lui ait été communiqué.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • met à jour les plans d'évacuation de l'usine et transmet les justificatifs correspondants ; • renouvelle sa prise de contact avec le SDIS, dans l'objectif d'obtenir un avis sur les moyens de défense contre l'incendie et, dans la mesure du possible, réalise conjointement un exercice de défense contre l'incendie durant l'année 2026. Cet avis est transmis.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>